

[AVIS ABRÉGÉ FRANÇAIS]

AVIS AUX MEMBRES

## ACTION COLLECTIVE PORTANT SUR LES DROITS D'AUTEUR

*COPIBEC c. UNIVERSITÉ LAVAL*

### SI VOUS ÊTES

— **l'auteur** d'une œuvre littéraire, dramatique, ou artistique, publiée au Canada ou ailleurs dans le monde (ou son héritier si cet auteur n'était pas décédé avant le 1er janvier 1964);

— **l'éditeur** de telle œuvre, ou une personne habilitée à représenter un titulaire de droits d'auteur au Canada;

— ou une personne physique ou morale domiciliée hors du Canada, en particulier une **société de gestion des droits de reproduction**, habilitée à représenter les titulaires de droits sur une telle œuvre;

ET que cette œuvre, **sans autorisation**, a été reproduite, mise à disposition, ou communiquée au public, en particulier aux étudiants, par l'Université Laval et son personnel, entre le 1er juin 2014 et le 8 février 2017.

**VOUS ÊTES ALORS MEMBRE DU GROUPE VISÉ ET VOUS POUVEZ BÉNÉFICIER DE CETTE ACTION COLLECTIVE**

### QUEL EST LE BUT DE L'ACTION COLLECTIVE?

L'action collective, déposée à Québec et autorisée le 8 février 2017 par la Cour d'appel, vise à établir que l'Université Laval et ses employés, dans leurs activités d'enseignement et de recherche, ont contrevenu aux droits patrimoniaux et aux droits moraux reconnus par la *Loi sur le droit d'auteur* en reproduisant, en mettant à disposition, et en communiquant au public, des œuvres littéraires, dramatiques et artistiques protégées, sans l'autorisation du titulaire des droits ou de son représentant, en omettant de mentionner les créateurs de l'œuvre, et en portant atteinte à l'intégrité de l'œuvre.

### QUE POUVEZ-VOUS EN RETIRER?

On cherche à obtenir, pour tous les membres du groupe, une compensation financière pour les reproductions des œuvres effectuées par le personnel de l'Université Laval, et pour l'atteinte aux droits moraux des auteurs.

### QUE FAIRE POUR PARTICIPER À L'ACTION COLLECTIVE?

Vous n'avez aucune démarche à faire pour faire partie du recours. Vous pourriez intervenir à l'action, mais uniquement pour la soutenir. Comme membre, vous n'aurez pas à payer les honoraires d'avocat ou les frais de justice.

## **COMMENT S'EXCLURE DU GROUPE?**

**Si vous souhaitez vous exclure du groupe**, il faudrait transmettre au greffier de la Cour supérieure du district de Québec, un avis écrit confirmant votre volonté de vous exclure du groupe **au plus tard le 16 octobre 2017** à l'adresse suivante : greffe de la Cour supérieure, Palais de justice de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec) Canada, G1K 8K6.

En général, seules les personnes qui souhaitent intenter elles-mêmes une action individuelle, à leurs frais, ont un intérêt à s'exclure d'une action collective. Un modèle d'avis est disponible sur le site mentionné plus bas.

## **QUI REPRÉSENTERA LE GROUPE?**

La Société québécoise de gestion collective des droits de reproduction (Copibec) et les auteurs Guy Marchand et Jean Frédéric Messier ont été désignés par le tribunal pour représenter les membres du groupe.

## **POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS**

Cet avis constitue un résumé de l'avis aux membres dont le texte complet peut être consulté sur les sites web indiqués plus bas. Le jugement autorisant l'action collective, ainsi que la demande introductive d'instance sont aussi disponibles sur ces sites. Vous pouvez aussi contacter :

### **Copibec**

<http://www.copibec.ca/fr/action-collective-contre-universite-laval>

Tél. : (514) 288-1663/1-800-717-2022

[actioncollective@copibec.ca](mailto:actioncollective@copibec.ca)

ou l'avocat :

Me Daniel Payette

47 rue Wolfe, Lévis (Québec), Canada, G6V 3X6

Tél. : 418-837-2521

[cabinetpayette@videotron.ca](mailto:cabinetpayette@videotron.ca)

**Vous pouvez aussi consulter le :**

### **Registre des actions collectives**

<https://services.justice.gouv.qc.ca/DGSJ/RRC/Accueil/Accueil.aspx>

**CE TEXTE A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE TRIBUNAL. EN CAS DE DISPARITÉ ENTRE CET AVIS ABRÉGÉ ET L'AVIS AUX MEMBRES COMPLET, CE DERNIER PRÉVAUT.**

---

## [ABRIDGE NOTICE ENGLISH]

### NOTICE TO MEMBERS

## CLASS ACTION ABOUT COPYRIGHT

*COPIBEC v. UNIVERSITÉ LAVAL*

#### IF YOU ARE:

- the **author** of a literary, dramatic or artistic work published in Canada or elsewhere in the world (or that author's heir as long as the author was not deceased prior to January 1, 1964);
- the **publisher** of such a work or a person authorized to represent a copyright owner in Canada;
- or a natural or legal person (individual or legal entity) domiciled or residing outside Canada such as a **reproduction rights organization or copyright collective** that is authorized to represent the copyright owners for such a work;

AND that work was reproduced, made available or communicated to the public, in particular to students, by Université Laval and its employees **without permission** between June 1, 2014 and February 8, 2017

THEN YOU ARE A **MEMBER OF THE DESIGNATED CLASS (GROUP)** AND YOU CAN BENEFIT FROM THIS CLASS ACTION

#### WHAT IS THE PURPOSE OF THE CLASS ACTION?

The class action, which was filed in Quebec City and authorized on February 8, 2017 by the Quebec Court of Appeal, is intended to establish that Université Laval and its employees, as part of their teaching and research activities, infringed the patrimonial and moral rights recognized under the *Copyright Act* by reproducing copyrighted literary, dramatic and artistic works, making them available and communicating them to the public without permission from the copyright owners or their representatives, by failing to identify the creators of the work and by infringing the integrity of the work.

#### HOW CAN YOU BENEFIT?

The goal of the class action is to ensure that all class members receive financial compensation for the reproduction of their works by the employees of Université Laval and for the infringement of the authors' moral rights.

## HOW CAN YOU PARTICIPATE IN THE CLASS ACTION?

You do not have to take any steps to participate in the class action. You have the right to seek intervenor status in the class action but you may only support the representative. As a class member, you do not have to pay any legal fees or costs.

## HOW CAN YOU OPT OUT OF THE CLASS ?

**If you do not want to be a member of the class**, you have to send the Clerk of the Superior Court for the district of Québec a written notice confirming that you wish to opt out of the class. The notice must be sent **no later than October 16, 2017** to the following address: Superior Court Registry, Palais de justice de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, Quebec, Canada, G1K 8K6.

In general, only persons who want to bring their own individual legal action, at their own cost, should consider opting out of the class action. A model notice is available on the website listed below.

## WHO WILL REPRESENT THE CLASS?

The *Société québécoise de gestion collective des droits de reproduction* (Copibec) and the authors Guy Marchand and Jean Frédéric Messier have been appointed by the Court to represent the class members.

## FOR MORE INFORMATION

This notice is a summary of the complete Notice to Members which can be viewed on the websites indicated below. The judgment authorizing the class action, as well as the originating application, are also available on those sites. In addition, for more information you can contact:

### **Copibec**

<http://www.copibec.ca/en/class-action-against-universite-laval>

Phone: 514-288-1663 or 1-800-717-2022

[actioncollective@copibec.ca](mailto:actioncollective@copibec.ca)

or the Legal Counsel:

Daniel Payette

47 rue Wolfe, Lévis, Quebec, Canada, G6V 3X6

Phone: 418-837-2521

[cabinetpayette@videotron.ca](mailto:cabinetpayette@videotron.ca)

**You can also consult the:**

### **Class action registry**

<https://services.justice.gouv.qc.ca/dgsj/rrc/Accueil/Accueil.aspx>

THE FRENCH VERSION OF THIS TEXT HAS BEEN APPROVED BY THE COURT. IN THE EVENT OF A DISCREPANCY BETWEEN THIS ABRIDGED NOTICE AND THE COMPLETE FRENCH NOTICE TO MEMBERS, THE LATTER SHALL PREVAIL.

---

**[AVIS COMPLET FRANÇAIS]**

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
District de Québec  
No 200-06-000179-146

**(Action collective)**

**COUR SUPÉRIEURE**

---

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE GESTION  
COLLECTIVE DES DROITS DE  
REPRODUCTION (COPIBEC)

REPRÉSENTANTE DEMANDERESSE

ET GUY MARCHAND,

SECOND REPRÉSENTANT

ET

JEAN FRÉDÉRIC MESSIER

TROISIÈME REPRÉSENTANT

-C-

UNIVERSITÉ LAVAL

DÉFENDERESSE

---

AVIS AUX MEMBRES

(art. 579 CPC.)

- 1- PRENEZ AVIS que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 8 février 2017 par jugement des honorables juges Guy Gagnon, Dominique Bélanger et Robert M. Mainville, de la Cour d'appel du Québec, pour le compte des personnes, physiques ou morales, faisant partie du groupe ci-après décrit :

*Toute personne, physique ou morale, titulaire ou habilitée à représenter un ou des titulaires de droits patrimoniaux et moraux sur une œuvre littéraire (à l'exception des programmes d'ordinateurs, mais incluant les paroles de chansons), une œuvre dramatique, ou une œuvre artistique (intégrée dans une œuvre littéraire ou dramatique) dont l'auteur n'est pas décédé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1964, que l'Université Laval et les membres de son personnel, ses mandataires et ses sous-traitants, ont sans autorisation des titulaires de droits, reproduite, mise à la disposition ou communiquée par télécommunication, aux étudiants ou aux autres membres du personnel, en format papier ou numérique, aux fins de toutes les activités d'enseignement et de recherche de l'Université Laval depuis le 1<sup>er</sup> juin 2014 et jusqu'à la date de l'arrêt de la Cour d'appel (8 février 2017).*

- 2- À l'intérieur de ce groupe ont été aussi définis les sous-groupes suivants :
  - A) Toutes les personnes physiques, appartenant au groupe décrit, qui sont des auteurs d'œuvres littéraires, dramatiques, ou artistiques au Canada.
  - B) Toutes les personnes, physiques ou morales, appartenant au groupe décrit, qui sont des éditeurs d'œuvres littéraires et dramatiques ou qui sont habilitées à représenter un ou des titulaires de droits d'auteur au Canada.
  - C) Toutes les personnes physiques ou morales appartenant au groupe décrit et domiciliées hors du Canada, incluant les sociétés de gestion des droits de reproduction étrangères habilitées à représenter les titulaires de droits dans leur pays respectif.
- 3- L'action collective autorisée est exercée dans le district judiciaire de Québec, au Québec, Canada, où l'Université Laval défenderesse a établi son siège social.
- 4- a) L'adresse de la représentante demanderesse est comme ci-dessous :

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE GESTION COLLECTIVE DES DROITS DE  
REPRODUCTION (COPIBEC),

810-606 rue Cathcart,

Montréal (Québec) Canada H3B 1K9

Aux soins de Me Frédérique Couette, directrice générale.

Téléphone : 514-288-1663/1-800-717-2022

Courriel : [actioncollective@copibec.ca](mailto:actioncollective@copibec.ca)

Site en ligne :

<http://www.copibec.ca/fr/action-collective-contre-universite-laval>

b) L'adresse de la défenderesse est comme ci-dessous :

UNIVERSITÉ LAVAL,

2325 rue de l'Université,

Québec (Québec) Canada G1V 0A6

Aux soins du Secrétaire général

5- Outre à la représentante pour l'ensemble du groupe, le statut de représentant a également été attribué aux auteurs Guy Marchand et Jean Frédéric Messier.

6- Les questions de fait et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

(I) L'Université Laval défenderesse et les membres de son personnel, ses mandataires et ses sous-traitants, dans leurs activités d'enseignement et de recherche, ont-ils contrevenu aux droits patrimoniaux des membres du groupe, selon l'article 3 de la Loi sur le droit d'auteur

(a) en reproduisant

(b) et en communiquant au public par télécommunication,

(c) incluant la mise à disposition du public par télécommunication

des œuvres littéraires, dramatiques et artistiques protégées sans autorisation des titulaires de droits ou de leur représentant?

(II) L'Université Laval et les membres de son personnel, ses mandataires et ses sous-traitants, dans leurs activités d'enseignement et de recherche, ont-ils contrevenu aux droits moraux des membres du groupe qui sont auteurs, selon l'article 14.1 de la Loi sur le droit d'auteur

(a) en reproduisant,

(b) en communiquant au public par télécommunication,

(c) incluant la mise à disposition du public par télécommunication

des extraits des œuvres littéraires, dramatiques, artistiques et musicales protégées sans l'autorisation des auteurs ou de leurs représentants?

7- L'action collective engagée par les représentants pour le compte des membres du groupe consiste en une demande d'injonction permanente et une réclamation de dommages matériels, moraux et punitifs.

8- Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

*D'ACCUEILLIR L'ACTION COLLECTIVE pour le compte et au bénéfice de tous les membres du groupe;*

*ORDONNER à l'Université Laval défenderesse, ses administrateurs, ses mandataires, ses sous-traitants, et les membres de son personnel, incluant tous les professeurs, professeurs associés, chargés de cours, et chargés d'enseignement clinique, de cesser de reproduire, en format papier ou numérique, de mettre à disposition et de communiquer par télécommunication sur son réseau informatique ou autrement, toutes les œuvres littéraires, dramatiques et artistiques protégées des membres du groupe sans avoir obtenu, au préalable, les autorisations requises.*

*ORDONNER à l'Université Laval défenderesse, à ses administrateurs, ses mandataires, ses sous-traitants et les membres de son personnel incluant tous professeurs,*

*professeurs associés, chargés de cours et chargés d'enseignement clinique, de remettre à la représentante demanderesse, dans les trente (30) jours du jugement à intervenir, tous recueils de textes ou tout autre document en format papier ou numérique, tout dispositif ou support de stockage local contenant des œuvres ou parties d'œuvres littéraires, dramatiques et artistiques protégées des membres du groupe.*

*ORDONNER à l'Université Laval défenderesse de remettre à la représentante demanderesse dans les trente (30) jours du jugement à intervenir, une attestation assermentée de son Recteur à l'effet qu'elle a retiré de ses serveurs et de ses réseaux toutes les œuvres ou parties d'œuvres littéraires, dramatiques et artistiques protégées des membres du groupe reproduites sans avoir obtenu les autorisations requises.*

*ORDONNER à la défenderesse Université Laval de rembourser à la représentante demanderesse Copibec tous les frais entraînés par la destruction, par la mise au pilon ou autre moyen raisonnable, du matériel contrefait dans les quinze (15) jours de la communication des pièces justificatives.*

*ORDONNER à la défenderesse, Université Laval de faire connaître aux membres de son personnel, dans les cinq (5) jours du jugement à rendre, les ordonnances d'injonction rendues par la Cour par lettre individualisée à chacun et par message sur son intranet et sur son site Internet en leur demandant de s'y conformer.*

*AUTORISER LE RECOUVREMENT COLLECTIF des sommes destinées aux membres du groupe et HABILITER la représentante demanderesse Copibec à les recevoir et à en faire la répartition entre les ayants droit membres du groupe selon ses règlements et ses pratiques usuelles.*

*AUTORISER la demanderesse représentante Copibec à conserver une commission de quinze pour cent (15 %)*

*des sommes à répartir à titre de frais d'administration pour cette gestion.*

*EN CONSÉQUENCE, CONDAMNER la défenderesse Université Laval à payer à Copibec, au bénéfice des membres du groupe et en vue de les répartir entre les membres du groupe dont les œuvres ont été reproduites de manière illicite, les dommages-intérêts qui suivent :*

- (A) une somme, sauf à parfaire, de 1 682 675,85 \$ (soit 11 217 839 pages copiées au tarif de 15 ¢ la page reproduite), par année universitaire, moins la somme déjà payée par la défenderesse pour des copies autorisées qu'il lui reviendra d'établir;*
- (B) Une somme additionnelle de 15 \$ par étudiant pour la formation permanente et l'enseignement à distance, auxquels sont inscrites 20 000 personnes selon les chiffres publiés par la défenderesse, soit une somme estimée, sauf à parfaire, à 300 000 \$ par année universitaire.*
- (C) Une somme de 1 000 000 \$ à titre de dommages exemplaires.*

*CONDAMNER la défenderesse Université Laval à verser à Copibec, au bénéfice des membres du groupe et en vue de la répartition entre eux, tous les profits réalisés par la vente des recueils de textes utilisés dans les cours, et reproduisant de manière illicite des œuvres littéraires, dramatiques et artistiques des membres du groupe soit une somme qu'elle estime, sauf à parfaire, à 10 \$ par recueil et par cours, soit une somme additionnelle estimée, sauf à parfaire, à 120 000 \$ par année universitaire.*

*CONDAMNER la défenderesse Université Laval à payer à Copibec, au bénéfice des membres auteurs du groupe et en vue de les répartir entre les auteurs dont les œuvres*

*ont été reproduites de manière illicite, pour la violation de leurs droits moraux, une somme additionnelle de 1 000 000 \$.*

*CONDAMNER la défenderesse Université Laval à rembourser à Copibec et au Fonds d'aide aux actions collectives, outre les honoraires et frais judiciaires, les honoraires extrajudiciaires et débours d'avocats, ainsi que tous les frais extrajudiciaires encourus pour l'action collective du groupe représenté, incluant tous frais de publication dans les médias, tous frais d'experts, tous frais raisonnables de déplacement et, le cas échéant, tous frais raisonnables de voyage de l'étranger de témoins.*

*ORDONNER le recouvrement collectif et l'exécution nonobstant appel.*

*LE TOUT avec intérêts à compter de la notification de la demande en autorisation, plus l'indemnité additionnelle du Code civil du Québec, sauf à compter du jugement pour les dommages exemplaires et pour les honoraires et frais de justice.*

- 9- Tout membre faisant partie du groupe peut intervenir dans l'action collective, avec la permission du tribunal, mais il ne peut que soutenir la demande.
- 10- Tout membre faisant partie du groupe, qui ne se sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir dans l'action collective.
- 11- La date après laquelle un membre du groupe ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale de la Cour, a été fixée au 16 octobre 2017.
- 12- Un membre, qui n'a pas déjà formé une demande personnelle, peut s'exclure du groupe en transmettant au greffier de la Cour supérieure du district de Québec un avis écrit confirmant sa volonté de s'exclure du groupe avant l'expiration du délai d'exclusion, soit au plus tard le 16 octobre 2017, à l'adresse suivante :

Greffe de la Cour supérieure  
Palais de justice de Québec  
300, boul. Jean Lesage  
Québec (Québec) Canada, G1K 8K6

- 13- Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final dans l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion mentionné ci-haut.
- 14- Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

À LÉVIS, LE 7 SEPTEMBRE 2017.

PAYETTE AVOCATS  
Me Daniel Payette  
47 rue Wolfe  
Lévis (Québec) Canada G6V 3X6  
Tél. : 418-837-2521  
courriel : cabinetpayette@videotron.ca  
Avocat de la représentante demanderesse,  
des représentants et du groupe

---

**[COMPLETE NOTICE ENGLISH]**

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
District of Québec  
No. 200-06-000179-146

**(Class action)**  
**SUPERIOR COURT**

---

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE GESTION DES  
DROITS DE REPRODUCTION (COPIBEC)

REPRESENTATIVE PLAINTIFF

AND GUY MARCHAND

SECOND REPRESENTATIVE

AND

JEAN FRÉDÉRIC MESSIER

THIRD REPRESENTATIVE

-v.-

UNIVERSITÉ LAVAL

DEFENDANT

---

NOTICE TO MEMBERS  
(Code of Civil Procedure, article 579)

1. TAKE NOTICE that a class action was authorized on February 8, 2017 by judgment of the Honorable Justices Guy Gagnon, Dominique Bélanger and Robert M. Mainville, of the Court of Appeal of Quebec, on behalf of the natural and legal persons (individuals and legal entities) forming part of the class described as follows:

*All natural or legal persons that own or are authorized to represent one or more owners of patrimonial and moral rights in a literary work (except computer programs, but including song lyrics), a dramatic work or an artistic work (integrated into a literary or dramatic work) whose author did not die prior to January 1, 1964, that Université Laval and its employees, its mandataries and its subcontractors, have, without permission from the copyright owners, reproduced, made available or communicated by telecommunication to students or to its employees, in paper or digital format, as part of all of the teaching and research activities of Université Laval from June 1, 2014 up until the date of the Court of Appeal decision (February 8, 2017).*

2. Within that class, the following subclasses have also been defined:

A) All natural persons, part of the described class, who are authors of literary, dramatic or artistic works in Canada.

B) All natural or legal persons, part of the described class, that are publishers of literary or dramatic works or that are authorized to represent one or more copyright owners in Canada.

C) All natural or legal persons, part of the described class and domiciled outside of Canada, including foreign reproduction rights organizations or copyright collectives authorized to represent copyright owners in their respective country.

3. The authorized class action will be exercised in the judicial district of Quebec, Quebec, Canada, where the defendant Université Laval has established its head office.

4. a) The address of the representative plaintiff is as follows:  
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE GESTION COLLECTIVE DES DROITS DE  
REPRODUCTION (COPIBEC)  
810-606 Cathcart Street  
Montreal, QC, Canada H3B 1K9  
Attn: Frédérique Couette, Executive Director  
Phone: 514-288-1663 or 1-800-717-2022  
Email: [actioncollective@copibec.ca](mailto:actioncollective@copibec.ca)  
Website: <http://www.copibec.ca/en/class-action-against-universite-laval>

b) The address of the defendant is as follows:

UNIVERSITÉ LAVAL  
2325 rue de l'Université  
Québec, Quebec, Canada G1V OA6  
Attn: Secrétaire général

5. In addition to the appointment of a representative for the entire class, authors Guy Marchand and Jean Frédéric Messier have also been granted representative status.

6. The questions of fact and law that will be addressed collectively are the following:

(I) Did the defendant Université Laval and its employees, its mandataries and subcontractors, in their teaching and research activities, infringe the class members' patrimonial rights under section 3 of the *Copyright Act*

(a) by reproducing,

(b) by communicating to the public by telecommunication,

(c) including making available to the public by telecommunication

copyrighted literary, dramatic and artistic works without permission from the copyright owners or their representatives?

(II) Did Université Laval and its employees, its mandataries and its subcontractors, in their teaching and research activities, infringe the moral rights of the class members who are authors under section 14.1 of the *Copyright Act*

(a) by reproducing,

(b) by communicating to the public by telecommunication,

(c) including making available to the public by telecommunication

copyrighted literary, dramatic, artistic and musical works' excerpts without permission from the authors or their representatives?

7. The class action to be exercised by the representatives on behalf of the class members will consist of an application for a permanent injunction and a claim for material, moral and punitive damages.
8. The conclusions sought in relation to these questions are the following:

*RULE IN FAVOUR of the Plaintiffs in this CLASS ACTION on behalf of and for the benefit of all class members.*

*ORDER the defendant Université Laval, its administrators, its mandataries, its subcontractors, and its employees, including all professors, associate professors, lecturers, and clinical medicine lecturers, to cease: (i) reproducing, in paper or digital format; (ii) making available and (iii)*

*communicating by telecommunication on its computer network or otherwise, all copyrighted literary, dramatic and artistic works of the class members without having obtained, beforehand, the necessary permissions.*

*ORDER the defendant Université Laval, its administrators, its mandataries, its subcontractors and its employees, including all professors, associate professors, lecturers and clinical medicine lecturers, to provide to the representative plaintiff, within thirty (30) days of the forthcoming judgment, all collective works of texts or any other document in paper or digital format, and any device or local storage medium containing copyrighted literary, dramatic and artistic works of the class members, or parts thereof.*

*ORDER the defendant Université Laval to provide to the representative plaintiff, within thirty (30) days of the forthcoming judgment, a sworn attestation from its Rector to the effect that it has removed from its servers and networks all the copyrighted literary, dramatic and artistic works of the class members, or parts thereof, reproduced without the necessary permissions.*

*ORDER the defendant Université Laval to reimburse the representative plaintiff Copibec all costs incurred in destroying, by pulping or other reasonable means, the counterfeit material within fifteen (15) days of the communication of supporting documents.*

*ORDER the defendant Université Laval to make known to its employees, within five (5) days of the forthcoming judgment, the injunctions rendered by the Court by individualized letter to each and by message on its intranet and on its website, asking the members to comply with it.*

*AUTHORIZE THE COLLECTIVE RECOVERY of sums destined to the class members and EMPOWER the representative*

*plaintiff Copibec to receive them and distribute them among the qualifying class members according to its bylaws and usual practices.*

*AUTHORIZE the representative plaintiff Copibec to retain, as an administrative fee for its management role, a commission of fifteen percent (15%) of the sum to be distributed.*

*CONSEQUENTLY, CONDEMN the defendant Université Laval to pay Copibec, for the benefit of the class members and to distribute among the class members whose works have been reproduced illicitly, the following damages:*

- (A) A sum, which may be adjusted upwards, of \$1,682,675.85 (representing 11,217,839 pages copied at the rate of 15¢ per page reproduced) per academic year, less the sum already paid by the defendant for authorized copies as determined by the defendant;*
- (B) An additional sum of \$15 per student for continuing education and distance education, in which 20,000 persons were registered according to the figures published by the defendant, representing an estimated sum, which may be adjusted upwards, of \$300,000 per academic year;*
- (C) A sum of \$1,000,000 as exemplary damages.*

*CONDEMN the defendant Université Laval to pay Copibec, for the benefit of the class members and to distribute among them, all the profits made from the sale of collective works of texts used in the courses and by illicitly reproducing literary, dramatic and artistic works of the class members, calculated at an estimated rate, which may be adjusted upwards, of \$10 per collective work and per course,*

*representing an additional estimated sum, which may be adjusted upwards, of \$120,000 per academic year.*

*CONDEMN the defendant Université Laval to pay Copibec, for the benefit of the class member authors and to distribute the monies among the authors whose works were reproduced illicitly, an additional sum of \$1,000,000 for the infringement of their moral rights.*

*CONDEMN the defendant Université Laval to reimburse to Copibec and the Fonds d'aide aux actions collectives, in addition to legal fees and costs, the extrajudicial fees and lawyers' disbursements, as well as all the extrajudicial fees incurred for the class action of the class represented, including all publication costs in the media, all experts' fees, all reasonable travel expenses and, where applicable, all reasonable travel expenses for witnesses from abroad.*

*ORDER the collective recovery and execution notwithstanding an appeal.*

*THE WHOLE with interest starting from the notification of the application for leave, plus the additional indemnity of the Civil Code of Québec, except starting from the judgment for exemplary damages and for legal fees and costs incurred.*

9. Any class member may be an intervenor in the class action with the court's permission but may only support the application.
10. Any class member who does not opt out in the manner set out below will be bound by the judgment to be rendered in the class action.
11. October 16, 2017 has been set as the date after which a class member may no longer opt out of the class without special permission from the Court.

12. A class member who has not yet brought a personal action may opt out of the class by sending the Clerk of the Superior Court for the district of Québec a written notice confirming that he or she wishes to opt out of the class prior to the opting-out deadline, namely October 16, 2017. The notice must be sent to the following address:

Superior Court Registry  
Palais de justice de Québec  
300, boul. Jean Lesage  
Québec, Quebec, Canada, G1K 8K6

13. Any class member who has brought an action which the final judgment in the class action would decide is deemed to have opted out of the class if he or she does not discontinue said action prior to the specified opting-out deadline.
14. A class member other than a representative or intervenor cannot be ordered to pay the legal costs of the class action.

AT LÉVIS, ON SEPTEMBER 7, 2017.

PAYETTE AVOCATS

Daniel Payette

47 rue Wolfe

Lévis, Quebec, Canada, G6V 3X6

Phone: 418-837-2521

Email:

[cabinetpayette@videotron.ca](mailto:cabinetpayette@videotron.ca)

Legal Counsel for the Representative

Plaintiff and Class Representatives